

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

BUREAUX
 ROUBAIX — 40, Pl. Grande
 Rue. Tél. 231.33 et 231.34.
 TOURCOING — 21, rue
 de la République. Tél. 231.33.
 LILLE — 1, rue Pasteur
 Tél. 231.33.
 PARIS — 25, boulevard
 Foch. Tél. 231.33.
 MOUScron — 100, rue de
 la Station. Tél. 231.33.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Rebours
 Alfred Rebours
 Madame Alfred Rebours

SOCIÉTÉ DENTAIRE
 13, RUE DE LILLE
 (TEL. 62.80)
 SEULE, une ORGANISATION
 UNIQUE COMPRENANT
 LA SOCIÉTÉ DENTAIRE
 peut vous offrir, à des
 prix très réduits, toutes
 les dentures, couronnes,
 de l'Art Dentaire.
 Enseignement gratuit.
 Ouvert tous les jours
 de 9 à 20 heures.

L'attitude énergique du gouvernement va-t-elle enrayer la grève des services publics de la région parisienne ?

Le Conseil de Cabinet a décidé de réquisitionner les agents intéressés si l'ordre de grève n'est pas rapporté

M. Camille Chautemps stigmatise le caractère politique du mouvement :

En aucun cas, le gouvernement ne saurait admettre une interruption des services indispensables à la vie de la nation. La grève a été déclenchée dans des conditions qui ne laissent aucun doute sur les intentions de ses auteurs. Le grave désordre social qui a été délibérément provoqué ne trouve aucune excuse. Le gouvernement assurera, en dépit de toute résistance, la reprise des services et le maintien de l'ordre public.

Grâce à la main-d'œuvre militaire et aux services de sécurité, Paris n'a pas eu trop à souffrir de la défaillance des employés municipaux



président du Conseil lui a fait dire qu'il ne la recevrait pas avant que le travail ait été repris.

Une déclaration du président du Conseil

A l'issue de la réunion ministérielle, M. Camille Chautemps, interrogé par les journalistes, a fait la déclaration suivante : « La situation créée par la grève des services publics est sérieuse, mais le gouvernement est résolu à y faire face avec la plus grande vigueur. En aucun cas, il ne saurait admettre une interruption des services indispensables à la vie de la nation. En outre, la grève actuelle a été déclenchée dans des conditions qui ne laissent aucun doute sur les intentions de ses auteurs. »

« Le mouvement s'est, en effet, déclaré au moment même où le ministre de l'Intérieur venait de donner des assurances formelles aux intéressés et où je leur avais donné moi-même une audience pour ce matin. Ainsi, le grave désordre social qui a été délibérément provoqué et qui moleste injustement toute la population parisienne ne trouve aucune excuse dans un motif corporatif quelconque. »

« Je fais appel au calme de la population, comme à la réflexion des agents des services publics qui se sont laissés entraîner dans une défaillance coupable. Les uns et les autres doivent être certains que le gouvernement saura remplir son devoir et assurer, en dépit de toute résistance, la reprise des services et le maintien de l'ordre public. »

(Lire la suite page 2.)



M. DALADIER QUITTE L'HÔTEL MATIGNON



A L'ENTRÉE DES STATIONS DU MÉTROPOLITAIN, LES PARISIENS ATTENDENT — MAIS EN VAIN — UNE REPRISE DU TRAFIC.

LETTRE DE BRUXELLES

Politique de collaboration et collaboration politique

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 29 DÉCEMBRE.

L'opinion générale du pays est plus préoccupée, depuis plusieurs années, de ce qui s'est fait que de ce qui doit être.

Certes, l'union formelle n'est point encore réalisée. Mais on y tend semblablement. Les gouvernements de M. van Zeeland, hier, et celui de M. Janson, aujourd'hui, contribuent à accélérer ce mouvement.

En fait, l'élite des trois grands partis nationaux, et l'élite de la jeunesse songent de plus en plus à la collaboration. Ce n'est point d'aujourd'hui que la démocratie chrétienne, tout en restant irréductiblement ferme sur les principes, est d'accord pour un travail commun avec tous ceux qui se réclament de la classe ouvrière, pour réaliser, à des moments déterminés, des réformes sociales ou des conventions syndicales précises et dont la justice est évidente.

Sans doute, beaucoup de chemin reste à faire avant de ne plus voir les marxistes manifester le poing fermé. Mais, même chez les socialistes, l'école de Man-Spaak s'impose de plus en plus, en dépit des résistances sourdes ou ouvertes qu'elle rencontre.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, des jeunes catholiques, libéraux et socialistes, lancent une nouvelle revue, essentiellement politique, qui s'annonce comme devant servir la cause de « la main tendue ».

C'est M. Spaak qui la présente lui-même au public.

Les catholiques, les libéraux, les socialistes, écrit-il, ont maintenant l'occasion de se voir et de causer. Ils en ont pris peu à peu l'habitude et leur étonnement du début s'est souvent transformé en plaisir. Ils se sont trouvés bien moins éloignés les uns des autres qu'ils le croyaient. Ils ont, peut-être un peu surpris, constaté qu'ils avaient des préoccupations semblables et que les différences doctrinales étaient moins essentielles que les communes aspirations des cœurs. De tout cela, pour moi part, je me réjouis sans réserve. »

LA ROUMANIE S'ACHEMINE-T-ELLE VERS LA DICTATURE ?

Le gouvernement autoritaire constitué par M. Goga dispose seulement d'un dixième des sièges au Parlement



M. GOGA

Bucarest, 29 décembre. — Nous avons annoncé hier que M. Octaviano Goga, chef du parti radical national chrétien avait formé le nouveau cabinet roumain.

Celui-ci est un gouvernement de main forte. Il ne dispose à la Chambre que d'une quarantaine de sièges sur 300, et sa formation ne peut s'expliquer que par la volonté de la couronne de faire appel, étant données les circonstances difficiles, à une personnalité particulièrement énergique.

Son chef, M. Octaviano Goga, est considéré comme tel, et on rappelle qu'en sa qualité de ministre de l'Intérieur, il contribua déclinément, lors des élections législatives générales de 1936, à la victoire écrasante du maréchal Averesco.

Il aura pour mission essentielle de canaliser les courants de droite au détriment de la « Garde de fer », dont le récent succès a vraisemblablement dirigé le pays. Mais le gouvernement devra faire face à l'opposition acharnée de cette même « Garde de fer », et, en outre, du parti national paysan, peut-être aussi des libéraux. Sa tâche sera donc très dure.

On peut supposer que, malgré ses sympathies manifestes pour l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste, le nouveau gouvernement ne s'écartera pas trop, du moins au début, de la politique étrangère suivie par les précédents cabinets, l'accession au pouvoir des nationaux chrétiens paraissant avoir été déterminée exclusivement par des considérations de politique intérieure. Quel qu'il en soit le gouvernement verra-t-il de remplacer les préfets par des membres du parti radical national chrétien et en assure qu'il organiserait de nouvelles élections générales.

Weidmann et compagnie

Colette Tricot était au courant des meurtres de Jean de Koven et de Roger Leblond



LA MÈRE DE WEIDMANN DANS LE CABINET DE M^r FLORIOT, SON AVOCAT.

Versailles, 29 décembre. — M. Delguy, commissaire à la première brigade mobile qui, mardi, entendit longuement M. Henri Tricot, le mari de Colette, l'âme de Roger Millon, est venu rendre compte à M. Berry du résultat de ses investigations.

Il apparaît nettement que Colette Tricot était bien au courant des meurtres dont furent victimes Jean de Koven et Roger Leblond.

M. Tricot précisa même : « Ma femme me confia qu'un jour, seule à la villa « La Voultze » avec Roger Millon, elle avait fait avec son ami des recherches pour retrouver le corps de la danseuse américaine. »

Par hasard, déclara-t-elle, nous sommes arrivés sous le perron, nous avons gratté le sable avec nos mains et avons aperçu le sac à main de Jean de Koven. Nous avons alors replacé la terre et nous n'en avons rien dit à personne, afin de ne point être inquiétés. »

La déclaration de M. Henri Tricot démontre que sa femme, depuis le début de l'affaire, a caché la vérité et qu'elle doit connaître bien des choses sur les agissements de la bande tragique.

M. Tricot a expliqué comment sa femme était entrée en relations avec Jean Blanc et Roger Millon.

« Mais, jamais, a-t-il ajouté, je n'ai vu Weidmann. »

M. Berry a cependant reçu une lettre qu'avait adressée M. Henri Tricot à sa femme, à l'hôtel de Nantua où elle s'était réfugiée avec Roger Millon.

Dans cette lettre, M. Tricot assurait à sa femme qu'elle n'avait aucune crainte à avoir pour les affaires en cours et qu'il traiterait M. X. (Weidmann) « afin de s'arranger » (sic).

Jeudi, M. Tricot sera entendu par le magistrat instructeur qui lui demandera de renouveler ses déclarations.

Dans l'après-midi, Weidmann sera interrogé par le magistrat sur les assassinats de Fritz Frommer et de M. Raymond Lesobre.

Au cours de cet interrogatoire, M...

A Troyes, des bandits armés s'attaquent à des encaisseurs et leur arrachent deux millions de francs

Troyes, 29 décembre. — Mercredi, à 16 h. 45, à cent mètres de la succursale de la Banque de France, trois employés du Crédit Lyonnais, MM. Léon Forestier, 21 ans; Louis Chevalier, 41 ans; et Lucien Decombe, 41 ans, qui venaient d'encaisser 1.800.000 francs pour les besoins de la trésorerie de leur établissement et de prendre livraison de 250.000 francs d'effets, ont été attaqués par cinq ou six individus qui s'étaient cachés dans un urinoir.

Les bandits, appuyant leur revolver sur la poitrine des encaisseurs, leur arrachèrent leurs sacs, puis sautèrent dans une forte voiture qui se tenait à vingt mètres de là.

Remis de leur émotion, les trois employés tirèrent. Les bandits ripostèrent. Personne ne fut touché. L'automobile démarra et prit la direction de Dijon ou d'Auxerre.

Au Pérou, un tremblement de terre fait vingt-cinq morts

Lima, 29 décembre. — Les zones montagneuses ont été ébranlées par un tremblement de terre qui a fait vingt-cinq morts et cinquante blessés. Des milliers de personnes sont sans abri.

La physionomie de Paris

À la fin de la matinée, la capitale a son visage particulier du 1^{er} mal, moins le muguet et le soleil. Beaucoup de piquets forés dans les rues, de rares taxis bondés, des clochards habitués à la bienfaisante chaleur du métro et stationnant devant les grilles des stations souterraines fermées.

Aux carrefours principaux, devant certains immeubles patrouilles, se tiennent des agents en permanence.

Bars et restaurants se sont emplies à midi d'une clientèle inusitée, qui ne pouvait se rendre à domicile pendant la pause du déjeuner.

On s'arrache les éditions des journaux collectées avec des moyens de fortune. Devant les immeubles, les poubelles dégorgeant sur les trottoirs.

Les autobus ne marchent pas; mais la circulation, par contre, est devenue — ce qui pourrait paraître paradoxal — particulièrement difficile. En effet, tous ceux qui possèdent des voitures s'en servent et, d'autre part, bon nombre de taxis sont à la disposition du public.

Aussi pour se rendre à leur travail, les Parisiens ont-ils recours à eux et il n'est pas rare de voir, particulièrement dans les quartiers laborieux, jusqu'à sept ou huit personnes se réunir pour prendre en commun une voiture. La circulation des automobiles est donc plus gênée encore qu'à l'ordinaire et aussi plus lente.

La distribution de l'eau, du gaz, de l'électricité, de l'air comprimé et le chauffage urbain sont normaux, grâce à des services de sécurité; mais si la

Une réunion interministérielle

Des mesures sont prises pour assurer l'ordre et le fonctionnement des services publics

M. Camille Chautemps, président du Conseil, a conféré, mercredi matin, avec M. Mari Dorey, ministre de l'Intérieur; Daladier, ministre de la Défense nationale, ainsi qu'avec M. M. Blum, vice-président du Conseil; Paul Faure, ministre d'Etat.

Les membres du gouvernement ont arrêté les mesures nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre et le fonctionnement des services publics.

La conférence interministérielle a pris fin à 12 h. 15.

M. Chautemps refuse de recevoir les délégués des grévistes

Une délégation des agents en grève s'était présentée à l'hôtel Matignon au cours de la conférence ministérielle. Le

A L'HÔTEL DE VILLE, DES GARDIENS DE LA PAIX VEILLENT À LA PORTE D'ENTRÉE DES EMPLOYÉS, QUI A ÉTÉ FERMÉE. (Ph. Franco-Press.)